

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 novembre 2025

NATIONALISATION D'ARCELORMITTAL FRANCE - (N° 2123)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 265

AMENDEMENT

présenté par
M. Fayssat et M. Verny

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 3, insérer les trois alinéas suivants :

« Préalablement à toute opération de transfert de propriété résultant de la nationalisation, le Gouvernement publie un inventaire exhaustif des actifs, passifs, droits, engagements, contrats, dettes, participations, éléments incorporels et flux juridiques ou économiques concernés.

« Cet inventaire est certifié par un commissaire aux comptes indépendant.

« Aucun transfert, direct ou indirect, ne peut intervenir avant la publication et la certification de cet inventaire. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à conditionner la mise en œuvre effective de la nationalisation à la réalisation d'un inventaire exhaustif des actifs et passifs concernés, certifié par un commissaire aux comptes indépendant.

Les actifs d'ArcelorMittal France, loin de se limiter aux installations industrielles situées sur le territoire national, s'inscrivent dans une organisation comptable et juridique complexe incluant des droits immatériels, des systèmes intégrés, des flux commerciaux européens et des engagements transversaux.

Il apparaît ainsi difficile de dissocier les éléments propres aux sites français de ceux relevant du fonctionnement global du groupe, qu'il s'agisse de propriété intellectuelle, de contrats inter-sociétés, de dépendances logistiques ou de mécanismes d'affectation des commandes à l'échelle européenne.

Dans un tel contexte, un inventaire précis et certifié apparaît indispensable pour permettre au Parlement comme au Gouvernement d'identifier clairement l'ensemble des éléments transférés à l'État, d'en mesurer les conséquences financières, contractuelles et opérationnelles, et d'éviter tout transfert implicite ou involontaire d'engagements qui ne seraient pas strictement nécessaires à la reprise des activités.